

De 1945 à 1964, soit pendant près de vingt ans, nous nous sommes tirés d'affaires sans le drapeau présenté par le gouvernement. De 1867 à 1945, nous nous sommes passés de drapeau ou presque, selon la façon dont on voit les choses. Qu'est-ce qui presse? Pourquoi tant se hâter? Le leader de la Chambre hoche la tête. Je lui demande si le drapeau proposé est susceptible d'affermir l'unité nationale. Sera-ce une force unificatrice ralliant tous les Canadiens? Qu'il hoche la tête tant qu'il voudra. Non, monsieur l'Orateur. Ce nouveau drapeau qu'on nous a proposé n'est pas fait pour nous unir, surtout si l'on songe à la façon dont il nous a été présenté; ce n'est pas un symbole propre à unir le Canada.

Le chef du Nouveau parti démocratique a signalé cela bien clairement. Il a dit que le gouvernement nous avait saisis de cette question à un moment inopportun et d'une mauvaise façon. Il affirme que la question a été mal présentée. Il a déclaré que le drapeau qu'on nous proposait n'était pas fait pour nous unir. Bon nombre de députés ont exprimé l'avis que ce débat avait divisé le pays et qu'il continuerait de le faire. C'est une chose que je ne saurais accepter. Il se peut qu'en ma qualité de jeune député de la Chambre des communes, je m'intéresse davantage à l'avenir du pays que certains autres députés. Un problème se pose, à mon avis, au Canada—un problème qui ira s'amplifiant dans les années à venir. C'est celui de l'unité. Serons-nous unis ou divisés? Nous entendons parler de deux nations et d'un État distinct. Je me demande si nous allons demeurer unis. Je sais que le premier ministre se préoccupe également de ce problème. Il a mis 90 minutes cet après-midi à se décider—fallait-il mettre fin à ce débat ou le poursuivre.

Il lui a fallu 90 minutes pour prendre cette décision. Je ne lui reproche pas le temps, bien qu'à ce moment-là, j'étais fort désireux de prononcer ce discours. Mais cela m'a démontré qu'il se préoccupe de l'unité au Canada. J'espère que la prochaine fois que la Chambre sera appelée à se prononcer, il aura pris la décision qui s'impose de la part du chef du gouvernement responsable de la situation dans laquelle se trouve le Parlement. J'espère qu'il prendra la décision de mettre fin au présent débat jusqu'à ce que le sujet puisse créer l'unité au Canada, et non pas diviser le pays comme il le fait présentement.

L'honorable député de Burnaby-Coquitlam a dit que plusieurs conservateurs ont déclaré que cette proposition du gouvernement était une concession faite au Québec. Je ne le crois pas, mais les Canadiens d'un bout à l'autre du pays le pensent et acceptent ce fait comme étant une concession accordée au Québec.

**Une voix:** Répétez-le.

**M. Horner (Acadia):** Quelqu'un a dit: «Répétez-le». Je ne crois pas que ce soit une concession faite au Québec. Mais je dis—et j'en ai eu la preuve par de nombreux éditoriaux parus dans les journaux d'un bout à l'autre du Canada—qu'un bon nombre de Canadiens, de diverses parties du pays, croient que c'est une concession accordée au Québec.

**M. Cashin:** L'honorable député ne se croit-il pas alors obligé d'aller par tout le pays pour dire aux gens ce qu'il pense, pour dire à ceux qui y voient une concession au Québec que ce n'est pas le cas? Commencerait-il cette croisade d'ici vingt-quatre heures, peut-être?

**M. Horner (Acadia):** Au fond, monsieur l'Orateur, cette question n'avait guère de sens. Si le député veut organiser les réunions, je suis disposé à y prendre la parole. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur le monde d'aujourd'hui—et je le dis très sérieusement au gouvernement du Canada—pour voir des pays divisés. Chypre, par exemple. Le Canada joue un rôle prépondérant en vue de ramener l'unité et la paix dans ce pays. Voyons le Moyen-Orient. Voyons aussi ce qui se passe chez nos voisins du Sud. Partout, dans le monde, on voit aujourd'hui de la désunion causée par des problèmes raciaux. Il me semble que nous ne devrions pas suivre l'exemple des autres pays du monde et créer plus de désunion chez nous, dans un pays qui a été uni jusqu'à l'année dernière. Avant tout, restons unis. C'est l'unique objet du sous-amendement, c'est-à-dire de nous maintenir unis et de favoriser l'unité dans notre pays. A titre de jeune député, je le répète, je suis porté à regarder l'avenir et je vois que le problème le plus grave au Canada, d'ici 10 ou 20 ans, ce sera l'unité. Nous devons rester unis si nous voulons grandir et maintenir notre rang dans le monde.

Les journaux ont dit que le présent débat était un terrible fiasco, une chose épouvantable. Certains députés ont fait ressortir le fait que ce débat dure depuis 20 jours. Devant l'histoire, ce seront peut-être les 20 journées les plus brillantes de notre Parlement. Si ce débat sert à maintenir et à favoriser l'unité, nous n'aurions pu mieux employer notre temps. On entend beaucoup parler de la Confédération, de formules de non-participation, de droits fédéraux-provinciaux, de programmes de partage des frais entre le fédéral et les provinces, d'ententes relatives au partage d'impôts entre les provinces et le gouvernement fédéral. Nous entendons beaucoup parler du maintien d'un gouvernement central puissant, mais on entend aussi beaucoup parler de maintenir une province séparée forte, une province qui devrait avoir de plus en plus de droits.